

E. PROPOSITION 2 : FAIRE DE LA FRANCE LA PREMIERE « LOW-TECH NATION », CHAMPIONNE DE LA REPARATION, DU REEMPLOI ET DU ZERO DECHET

Nous proposons d'impulser une véritable dynamique en soutenant les démarches low-tech, en faisant la promotion et en mesurant les progrès, à toutes les échelles territoriales : quartiers, communes, métropoles, régions⁵⁸.

Cette dynamique pourrait passer, premièrement, par le **déploiement généralisé d'initiatives** que l'on sait porteuses de transformation et d'engouement des populations. **L'ambition pourrait être, par exemple, d'ouvrir dans chaque agglomération, chaque commune voire chaque quartier, un lieu de réparation citoyenne (repair café ou autre), une « recyclerie – ressourcerie », un « supermarché inversé »⁵⁹ ou une « maison du bricolage partagé »⁶⁰ ; de lancer des initiatives zéro déchet / zéro gâchis (« zero waste») dans toutes les administrations, les écoles et les entreprises publiques... tout en interdisant totalement l'enfouissement et l'incinération des biodéchets : citoyennes, citoyens, à vos composts de combat !**

Elle pourrait passer, deuxièmement, par le **soutien à des initiatives concrètes**, sources d'activités et d'emplois pérennes, de développement local, de lien social, d'amélioration de la qualité de vie, d'écosystèmes revigorés : aides aux projets entrepreneuriaux d'économie circulaire, création de « pépinières d'utopies low-tech », incubateurs, ou forums réunissant les créatifs, les « sachants » et les entrepreneurs, favorisant le lancement d'expérimentations, d'initiatives locales, de démonstrateurs de nouveaux modèles techniques, productifs, commerciaux, économiques, mais aussi soutien via la commande publique, avec l'application de critères low-tech qui iraient au-delà de l'analyse de cycle de vie.

⁵⁷ La part des recettes fiscales environnementales dans les prélèvements obligatoires était de 5%, soit 50 milliards d'euros, en 2016.

⁵⁸ Le groupe de travail a fait le choix d'une réflexion au niveau national et local ; ce qui n'empêche pas d'imaginer des actions complémentaires aux niveaux européens et internationaux

⁵⁹ Où il est possible de donner, prendre, recycler objets et matériaux afin de renforcer le réemploi, maximiser le recyclage et finalement réduire au maximum l'enfouissement, à l'exemple du SMICVAL Market de Vayres (Gironde).

⁶⁰ Où tous les riverains pourront mutualiser outils, matériaux, fournitures, conseils... pour rénover ou embellir leur cadre de vie.

Avec du soutien et du partage d'idées, on peut imaginer de nombreuses activités pouvant s'insérer dans le tissu territorial et social existant : ateliers, productions à petite échelle (savons, produits d'entretien, cosmétiques, couture, produits alimentaires transformés...), micro-usines de recyclage à l'échelle de quartiers (compactage de cageots, stérilisation du verre pour consigne, micro-méthaniseurs, lombri-composteurs...).

Elle pourrait passer, troisièmement, par des **actions de sensibilisation, d'éducation populaire et de formation**, qui pourraient s'inscrire dans un cadre plus large de l'impératif de transition. Celles-ci permettraient de populariser les low-tech, de donner à voir, de créer de l'envie, des liens et des partages. On peut imaginer des festivals thématiques (« Low-Tech, High Future » ?), des lieux d'accueil du public (instituts low-tech, universités populaires low-tech), des concours d'idées dans les administrations et les entreprises, des concours dotés de prix sur différentes thématiques... On pourrait y illustrer et valoriser les modes de vie et de production low-tech à travers le discours et la pratique de leaders d'opinion, d'entreprises représentatives, initier le grand public au « *do it yourself* », à la réparation, au réemploi, à la « créativité bricoleuse »... mais aussi y démythifier la fuite en avant technologique qui s'oppose à l'autonomie des personnes et à la résilience des systèmes.

Enfin, ces initiatives locales ou régionales pourraient être complétées au niveau national (puis européen ?) par une intégration des low-tech dans les **programmes d'éducation et de recherche**. La sensibilisation au développement durable au collège et au lycée pourrait ne pas faire uniquement la part belle aux solutions technologiques, comme c'est le cas aujourd'hui. Dans le supérieur, les écoles d'ingénieurs, d'architecture, de design, etc. pourraient intégrer une dimension low-tech – pour apprendre à ne pas seulement optimiser la performance, les coûts et les rendements, mais aussi et surtout à minimiser les impacts environnementaux voire sociaux et sociétaux négatifs... Le succès sera sans conteste au rendez-vous car la demande des jeunes générations sur ces sujets est immense. Les financements dans la recherche publique devraient également évoluer pour prendre en compte des low-tech (notamment les composantes sociotechniques et organisationnelles), jusqu'à imaginer une cible de 1€ de soutien public aux initiatives low-tech pour 1€ dépensé dans les programmes de recherche high-tech.

<https://www.lafabriqueecologique.fr/vers-des-technologies-sobres-et-resilientes-pourquoi-et-comment-developper-linnovation-low-tech/>